

Analyse comparative des indicateurs macroéconomiques entre la Zambie et la République Démocratique du Congo (RDC), deux pays de l'Afrique Australe

Tshomba Kalumbu John^{1*}, Nkulu Mwiné Fyama Jules¹, Nguba Mundala Médard² and Kalambaie Binm Mukanya Madiya Moïse³

¹Unité de Recherche en Economie et Développement Agricole (UREDA), Faculté des Sciences, Agronomiques, Université de Lubumbashi (Unilu), RDC

²Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Lubumbashi, RDC

³Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, RDC

Received 02 Sept 2019, Accepted 01 Nov 2019, Available online 04 Nov 2019, Vol.7 (Nov/Dec 2019 issue)

Abstract

This article analyzes the macroeconomic differentials between the DRC and Zambia. To do this, secondary data were collected in five international institutions over a ten-year period (2007 to 2017). The DRC is less efficient from a macroeconomic point of view than Zambia. It belongs to the group of countries with low HDI, while Zambia is in the middle group and has an average of \$ 1501.6 per year of GDP per capita at a constant price, which is 4.12 times higher than the DRC (363,7 \$ / year) while it has a population growth of almost 5 times higher than Zambia. Industry accounts for a large share of GDP construction in the DRC, averaging 38.6 percent while services in Zambia account for 52.2 percent. Agriculture contributes only slightly to the construction of GDP in the DRC (8.8%) against 20.5% in Zambia.

Keywords: Poverty, Growth, Development, DRC and Zambia

Résumé

Cet article analyse les différenciations macroéconomiques entre la RDC et la Zambie à partir des données secondaires collectées dans cinq institutions internationales de 2007 à 2017. La RDC est moins performante du point de vue macroéconomique à la Zambie. Elle appartient au groupe des pays à IDH faible alors que la Zambie se situe dans le groupe moyen et présente une moyenne de 1501,6\$/an du PIB par habitant au prix constant, soit 4,12 fois supérieur à la RDC (363,7\$/an) alors que celle-ci a une croissance démographique de près de 5 fois supérieure à la Zambie. L'industrie représente une part importante dans la construction du PIB en RDC, avec 38,6% en moyenne alors que les services en Zambie interviennent à hauteur de 52,2%. L'agriculture ne contribue que faiblement à la construction du PIB en RDC (8,8%) contre 20,5% en Zambie.

Mots clés : Pauvreté, croissance, développement, RDC et Zambie

1. Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est un grand pays aux dimensions continentales et le seul de l'Afrique partageant neuf frontières avec ses voisins. Cette position au centre de l'Afrique, lui confère une position stratégique dans le développement des marchés régionaux aux conditions fortes hétérogènes du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest. En effet, A l'Ouest, la RDC échange avec la République du Congo, du Gabon et du Cameroun, vers le Nord, la République Centrafricaine et le Soudan du Sud, dans le Sud, elle développe des relations commerciales avec la Zambie, l'Angola, le

Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Et à l'Est, la RDC échange avec l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie. De ce fait, la RDC appartient à plusieurs regroupements régionaux notamment, à la Communauté Economiques des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté des Etats des Pays des Grands Lacs (CEPGL), le marché Commun des Etats de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et la Communauté des pays d'Afrique Australe pour le Développement (SADC) (Banque Mondiale (BM), 2010).

Dans cette dernière communauté, la RDC développe des relations commerciales très avancées essentiellement minières et agricoles qui méritent notre attention particulière. Il s'agit des relations bilatérales entre la Zambie et la RDC qui seraient influencées par la

*Corresponding author's ORCID ID: 0000-0002-8903-3188

DOI: <https://doi.org/10.14741/ijmcr/v.7.6.1>

performance des indicateurs macroéconomiques de ces deux pays. D'où, la genèse de cet article qui vise à comprendre « Comment les nations s'engagent dans le processus de régionalisation malgré leurs différenciations macroéconomiques? Cela définit-il le sens de la marginalisation entre nations? ». Ceci, étant donné que la RDC, à travers sa province du Haut Katanga est fortement dépendante de la production agricole Zambienne.

Cet article s'inscrit dans la logique de perception de la situation macroéconomique de la RDC et la Zambie en vue de comprendre les causes structurelles de la dépendance alimentaire accrue de la RDC et de rendre disponible les données de base sur le contexte économique de ces deux pays. En effet, les résultats sur l'analyse du contexte macroéconomique entre ces deux pays permettraient d'une part d'élucider aux questionnements susmentionnés et d'autre part, d'éclairer les décideurs politiques afin qu'ils perçoivent les efforts à mobiliser au niveau national afin de rendre compétitif la RDC dans la sous-région. Nous partons du postulat que la performance macroéconomique influencerait le sens du développement des échanges transfrontaliers entre les nations et que ces différenciations macroéconomiques accentueraient la vulnérabilité des nations dans le développement du commerce international et cela s'accroît beaucoup plus rapidement dans le contexte de développement des marchés régionaux. D'où, les échanges internationaux s'inscrivent dans une perspective de division internationale du travail, mais comme il touche les structures de producteurs agricoles, il peut dans certains cas être stimulant et dans d'autres aliénant (Fontané, 2007). Le premier cas justifie le développement de la doctrine de libre échangiste tandis que l'échange aliénant justifie les interventions protectionnistes visant à renforcer la stabilité économique des nations. Ceci, étant donné que la stabilité globale (macroéconomique) des pays a un impact considérable sur le développement du secteur agricole qui par la suite engendre des effets considérables dans les politiques de lutte contre la pauvreté (Tréfon, 2012). Ce développement pourrait s'apercevoir à travers la performance du commerce extérieur (gain de compétitivité) et la création des richesses au niveau national. De ce fait, la différenciation macroéconomique entre pays causerait des effets de dépendance alimentaire à travers les échanges internationaux pour les pays moins avancés en agriculture. Cette situation pourrait être observée à travers l'analyse du contexte économique dans lequel s'opèrent les échanges transfrontaliers entre la RDC et la Zambie, dont il est question dans cette présente étude.

Ainsi, la connaissance des écarts de performance macroéconomique entre ces deux pays (la RDC et la Zambie) a une importance capitale dans l'orientation et la quantification des efforts au niveau macroéconomique

dans le but d'améliorer le contexte global des échanges entre nations évoluant dans l'optique d'intégration économique et de développement des marchés régionaux. L'importance du commerce extérieur résulte du fait que l'ouverture au commerce international est généralement corrélée avec la croissance économique. En effet, la libéralisation commerciale couplée aux réformes commerciales, induit l'accélération de la croissance économique (Djamel, 2012). Cette situation s'explique par le fait que le taux d'investissement réagit particulièrement à la libéralisation commerciale par l'accroissement des échanges des facteurs de production performants. Ce développement économique généré par la libéralisation commerciale est lié à une multitude de facteurs et de faits corollaires. En effet, cette étude reste une sonnette d'alarme permettant de comprendre que les performances macroéconomiques entre nations influenceraient leur niveau de compétitivité du secteur agricole dans le développement des échanges internationaux dans un contexte de promotion des marchés régionaux. D'où, à travers cette étude, il sera question de cerner le contexte macroéconomique dans lequel ces deux pays échangent les produits agricoles à travers une analyse comparative des indicateurs macroéconomiques comme éléments susceptibles d'influencer le niveau de ces échanges internationaux. En outre, cette étude permettrait de montrer qu'un environnement macroéconomique stable constitue le prérequis de base à l'efficacité des marchés à l'instar de la Zambie. Cette démarche est la première étape sur la réflexion des mécanismes souples à mettre en œuvre afin de contribuer à la réduction de la dépendance alimentaire de la RDC. A tel enseigne que les leçons du passé, couplées à la volonté politique et aux opportunités géostratégiques sont les facteurs clés d'amélioration de la performance agricole (Bourgeois, 2007). La compréhension des enjeux géostratégiques permettrait de proposer des solutions adéquates et contextualisées répondant au mieux à la problématique de la dépendance alimentaire de la RDC.

2. Milieu et Méthodes

2.1 Milieu d'étude

Cette étude établit l'analyse comparative des indicateurs macroéconomiques de deux pays de la Communauté de Développement des pays de l'Afrique Australe (SADC). Cette communauté régionale créée en 1992 compte à ces jours seize états membres dont l'Angola, Botswana, Comores, RDC, Swaziland, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Elle privilégie le développement, l'intégration et la coopération régionaux entre ces états membres (SADC, 2011). En ce sens, la RDC et la Zambie développe des échanges commerciaux multiples.

Située au cœur de l'Afrique, la RDC est géographiquement le plus grand État d'Afrique australe, avec près de 2 345 095 km² et 37 kilomètres de côtes. Ce

magnifique pays est recouvert d'une forêt tropicale humide dense et traversé par de nombreuses rivières, le fleuve Congo étant le plus grand cours d'eau. En outre, elle reste la Nation la plus peuplée tendant vers le 80 millions habitants et est actuellement divisée en 26 provinces. La date du 30 juin 1960 marque l'histoire de son indépendance et depuis lors, le pays peine à assurer sa stabilité économique jusqu'à ces jours. Alors que son économie repose sur le secteur minier, le plus riche d'Afrique, sa population demeure majoritairement pauvre et pratiquant principalement l'agriculture de subsistance.

Quant à la République de Zambie, entièrement enclavée, elle s'étend sur une superficie de 752 612 km² soit 3,11 fois que la RDC. Elle est bordée au Nord par la RDC et la République-Unie de Tanzanie, à l'Ouest par l'Angola, au Sud-Ouest par la Namibie, à l'Est par le Malawi et le Mozambique et au Sud par le Zimbabwe et le Botswana. Ce pays compte environ 17 millions habitants (dernier recensement) et a obtenu son indépendance en date du 24 octobre 1964, quatre ans après la RDC. La Zambie présente des industries extractives minières en pleine croissance et occupant une part importante des exportations de ses marchandises dans la construction du PIB. Elle se présente parmi les grands importateurs du cuivre en Afrique sub-saharienne, cependant, ses réserves minières se positionnent juste après celles de la RDC (Belligoli, 2011).

2.2. Méthodes

2.2.1. Sources de données secondaires collectées

Les données secondaires ont été recueillies principalement auprès des cinq institutions internationales afin d'analyser le contexte économique dans lequel se déroulent les échanges transfrontaliers entre la Zambie et la RDC. Pour ce faire, la triangulation de ces données a été faite sur les statistiques disponibles auprès de ces institutions : (1) Banque Afrique de Développement (BAD), (2), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), (3) Banque Mondiale, (4) Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et (5) l'Organisation de coopération et Développement Economiques (OCDE). En outre, une analyse documentaire sur les différentes ressources scientifiques (thèses et articles), ouvrages, rapports officiels des institutions internationales, a été effectuée pour discuter les résultats obtenus.

2.2.2. Indicateurs macroéconomiques étudiés

Les indicateurs suivants ont été utilisés pour l'analyse comparative au cours de ce travail : l'indice de développement humain (IDH) et l'évolution démographique, le produit intérieur brut (PIB), le Revenu National Brut (RNB), le Revenu net des facteurs (Rnet), le Taux d'évolution du volume des exportations et des importations des produits agricoles,

le Taux d'évolution de la valeur des exportations et des importations des produits agricoles, la Valeur de la balance commerciale des biens et services de ces deux pays.

De ce fait, trois composantes sont analysées à travers cet article à savoir : **(1)** l'amélioration des conditions sociales en RDC et Zambie. Cette section analyse l'évolution démographique, la part de la population agricole, rurale et urbaine. Etant donné que ces pays partagent un espace d'échange commercial commun à travers leurs frontières, les tendances démographiques auraient des impacts significatifs dans l'approvisionnement alimentaire et le niveau de production. L'Indice de Développement Humain (IDH), développé par le PNUD depuis 1990, qui met un accent particulier sur la longévité, le savoir et le niveau de vie de la population. Ces composantes sont calculées respectivement à travers l'espérance de vie à la naissance, le taux de scolarisation et le PIB par habitant ajusté au pouvoir d'achat (Mai, 2014). Et les indicateurs de pauvreté et de distribution de revenu en se basant sur le seuil international de pauvreté (1,90 \$ et 3,10 \$), le seuil national de pauvreté en milieu rural, urbain et le coefficient de Gini, comme indicateur d'inégalité dans la répartition de revenu des ménages au sein d'une nation (Perspectives économiques en Afrique, 2016). **(2)** La deuxième composante, l'amélioration de la situation économique de la RDC et de la Zambie, à travers laquelle le PIB, comme « l'instrument préféré pour mesurer le progrès de chaque pays et pour comparer les pays au niveau international sur la base des parités de pouvoir d'achat », a été analysé (Mai, op.cite). Pour ce dernier, une forte croissance économique reste les préalables pour développer les infrastructures socio-économiques qui permettraient une base solide de redistribution de revenu et donc des richesses créées par la Nation. En outre, par ce biais, la croissance économique contribuerait aux renforcements des capacités des communautés pauvres. Ainsi, la croissance économique devient une base pour toute réduction de la pauvreté et que sans elle, les autres programmes seraient moins efficaces. Dans le même sens, Bergeaud et al (2014) affirme que les comparaisons internationales de niveau de vie restent très souvent conduites à partir d'indicateurs de PIB par habitant. Cependant, cette approche ne se limite qu'à une dimension du niveau de vie (la situation moyenne des habitants) sans prendre en compte la distribution de revenu et le niveau de loisir ou travail non marchand au sein de la Nation. Ces limites ont conduit à l'analyse aux notions alternatives au PIB prenant en compte le bien-être de la population. Les auteurs citent Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) ayant mené des études sur ces alternatives. Cependant, ils renchérissent « la comparaison des niveaux de PIB par habitant reste néanmoins un exercice utile. Même si le PIB ne mesure que très imparfaitement le niveau de vie ou le niveau de bien-être, il est une de leurs composantes et mérite d'être examiné à ce titre, ou en tant que mesure de

l'activité économique globale, ce qui reste sa vocation principale ». Ainsi, pour que la croissance soit inclusive à travers l'analyse du PIB par habitant, elle devra induire des effets significatifs sur la réduction du chômage et de la pauvreté. Par ailleurs ce taux de chômage reste également complexe comme outil d'autant plus que sa mesure fait l'objet de controverses, conduisant à plusieurs mesures en fonction de concepts « taux de chômage strict », « taux de chômage élargi » et « taux de chômage doublement élargi » (INS, 2014, cité par le PNUD, 2017).

Le Rnet a été étudié afin d'évaluer la fuite de capitaux par rapport à l'économie de chaque pays. Cet indicateur a été déterminé à travers la différence entre les valeurs ajoutées des facteurs de production nationaux perçus dans le monde, sur le territoire concerné y compris (PNB) et les paiements des facteurs de production perçus sur ce territoire (à l'intérieur du pays que ce soit pour la propriété nationale ou étrangère) (PIB). Soit $Rnet = PNB - PIB$. Si le $Rnet > 0$, cela implique qu'il y a une sortie de capitaux et par conséquent les nationaux dans ce cas de figure, produisent plus que ce qui est produit à l'intérieur des frontières (ou du pays). Les efforts de développement économique ont été quantifiés à travers le taux de croissance économique de chaque pays. Si bien qu'il ne renseigne pas sur l'évolution des conditions de vie sociale, le taux de croissance du PIB reste un indicateur important de croissance économique et de développement des nations. La contribution des secteurs à la construction du PIB a été également analysée à travers cette étude. C'est notamment le cas du secteur agricole qui regroupe, l'agriculture, foresterie, pêche et chasse ; le secteur industriel qui comprend les mines et extraction, les industries manufacturières et l'électricité, gaz et eau. Et le secteur de services, la construction, les ventes en gros et de détail, hôtels et restaurants, les transports, entreposages et communications, la finance, immobilier et services aux entreprises, les administrations publiques, éducation, santé et les autres services. En outre, la balance commerciale a été constituée par la confrontation des exportations et importations au sein de chaque pays étudié. Elle montre la tendance du commerce extérieur et permet de percevoir la problématique de perte des devises que peuvent connaître ces deux pays lors des échanges internationaux. Ainsi, un pays dont la balance commerciale est positive, implique un gain de devises vis-à-vis du monde extérieur. Par contre, si la balance commerciale est négative, cela signifie que le pays perd de devises lors des échanges internationaux. Et (3), la troisième composante d'analyse a été centrée sur l'intégration régionale et développement des marchés régionaux. Les regroupements régionaux auxquels ces deux pays appartiennent ont été mis en évidence et les marchés transfrontaliers identifiés. Ces regroupements régionaux ont d'une part un caractère politique et d'autre part économique, à travers respectivement la mise en œuvre de leurs actions sous respect de la souveraineté des pays

membres et de développement des marchés régionaux pour chaque type d'organisation. En outre, la multiplicité des regroupements auxquels la RDC appartient, lui confère une position stratégique face à tous les pays de l'Afrique Subsaharienne. Ainsi, à travers cette section, l'Indice de volume des importations et exportations sur les marchés régionaux a été également analysé.

3. Résultats et discussion

3.1. Amélioration des conditions sociales en Zambie et en RDC

Cette section établit respectivement l'analyse comparative du taux de croissance démographique, de l'indice de développement Humain et des indicateurs de pauvreté et de distribution de revenu entre la RDC et Zambie.

3.1.1 Evolution démographique et l'exode rural en RDC et en Zambie

La croissance démographique est à la hausse en RDC et cette dernière se situe en tête avec près de 4,7 fois supérieure à la Zambie (Figure 1). De ces deux pays étudiés, la Zambie présente une taille démographique faible de 17 millions contre 80 millions d'habitants pour la RDC avec respectivement un taux de croissance de 2,93% et 3,35%. D'ici, 2040, la RDC compterait près de 129 millions d'habitants alors que la Zambie, 3,79 fois moins (34 millions). Le Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-industrie et de la Forêt (2016) renchérit en affirmant que la RDC au rythme de 3% par an de croissance démographique, devrait voir sa population presque tripler d'ici 2050, induisant une hausse importante de la demande alimentaire. Ceci montre que la RDC se présente comme un grand marché potentiel dans la sous-région d'Afrique Australe. Il y ressort que la RDC aura près de deux fois la bouche à nourrir qu'aujourd'hui. Face à cet enjeu démographique, il sera important de revoir le système de production agricole et de le promouvoir dans une vision systémique, en tenant compte des enjeux actuels et futurs notamment, technologique, environnemental, sanitaire et économique. En effet, l'évolution rapide de la technologie bouleverse le processus développement des Nations et accentue les avantages comparatifs notamment à travers l'évolution de modes de transport et de communication ainsi que leurs coûts respectifs (Djamel, 2012). En outre, le développement du commerce international interbranche face à cet enjeu démographique occasionnerait d'autres opportunités qu'il faudrait bien anticiper à travers l'orientation des politiques actuelles. Ainsi, pour exemple, dans ce contexte de forte demande, certains pays développeraient des maillons spécifiques de création de valeur des produits agricoles alors que d'autres Nations chercheraient à stabiliser ou développer leur système de production agricole. Du point de vue environnement,

l'enjeu reste de taille dans un contexte où d'une part, plus de trois quart de la population est en insécurité alimentaire et d'autre part, le mode de production agricole à travers l'agriculture conventionnelle impliquant l'utilisation excessive d'intrants chimique est remis en cause au profit du développement de l'agriculture écologique. Ainsi, le type d'agriculture à promouvoir devra tenir compte à la fois de l'enjeu démographique à venir et d'une agriculture écologique, durable et compétitive à travers plusieurs dimensions (économique, environnementale et sanitaire). Du point de vue économique, les efforts devront être triplés étant donné la croissance potentielle des besoins d'emploi, de logement, des écoles, des hôpitaux et d'urbanisation ainsi que le partage équitable des ressources naturelles.

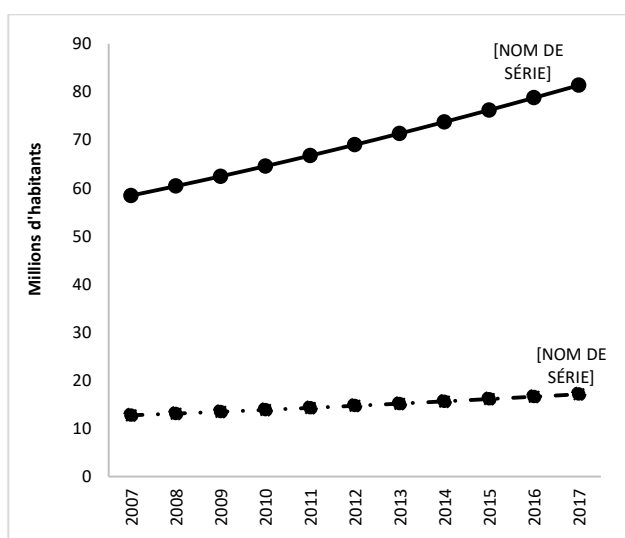


Figure 1. Evolution démographique en RDC et Zambie

Source : Auteurs, données de la BM et de la FAO (2018)

La structure démographique est également une dimension à prendre en compte dans la différenciation entre ces deux pays (Figure 2 ci-après). L'analyse de la tendance globale montre que la population rurale de la RDC décroît au fil du temps avec une diminution du taux de décroissance de 0,022% en moyenne par an (2007-2017). Alors que la Zambie présente une situation contraire. Pour cette dernière, la population rurale a augmenté de près de 0,010% en moyenne par an sur la même période. Cette situation montre les tendances générales des mouvements migratoires à l'intérieur de ces deux pays. En effet, par ordre de grandeur, les résultats montrent qu'en RDC l'exode rural serait plus remarquable qu'en Zambie où par contre l'on constaterait que la population rurale augmente. Ce phénomène serait expliqué par la dégradation des conditions de vie d'une part et d'autre part le manque de politique de soutien à l'agriculture en la RDC. En revanche, l'amélioration des conditions de vies en Zambie pourrait être expliquée principalement par la mise en place des politiques adéquates en appui au secteur agricole et artisanal en milieux ruraux.

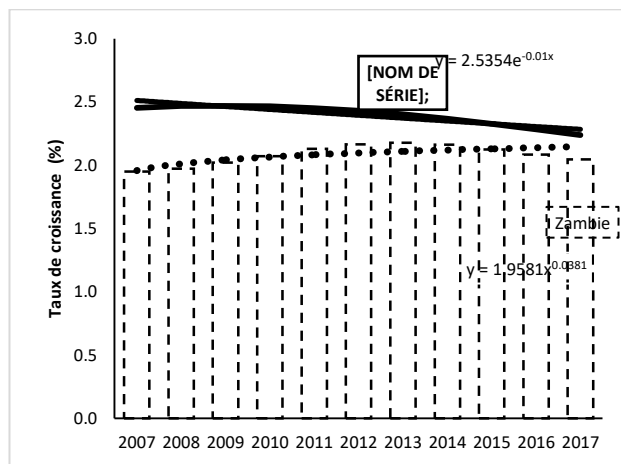


Figure 2. Evolution du taux de croissance de la population rurale

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

L'analyse des résultats montre le sens d'orientation des mesures politiques qui devront être entreprises en RDC. En effet, l'exode rural serait expliqué essentiellement par les mauvaises conditions en milieux ruraux et ceci nécessite des mécanismes appropriés de revitalisation économique, d'amélioration des services de santé et de promotion de l'emploi au profit des paysans. Des stratégies axées sur la réduction de la pauvreté en milieux ruraux permettront d'anticiper l'enjeu démographique et ainsi réduire les pressions en villes occasionnant un développement anarchique de l'Urbanisation.

3.1.2. IDH et ses composantes en RDC et en Zambie

Le tableau 1 met en évidence l'indice du développement humain (IDH) de ces deux pays étudiés. Cet indice nous renseigne sur les différentes composantes des conditions sociales de la population notamment, le niveau de l'éducation, de santé, de l'espérance de vie et du revenu. Il sied également de noter que, dépasser le seuil de développement humain faible n'est pas nécessairement une garantie que les populations seront protégées des menaces naissantes et futures (PNUD, 2016).

L'évolution de l'IDH montre une amélioration progressive sur toute la période considérée (2007-2017) pour les deux pays (la RDC et la Zambie) allant respectivement de 0,379 à 0,457 et 0,503 à 0,588. Cependant, la progression de l'IDH a demeuré en dessous de la limite inférieure pour laquelle l'indice est considéré comme faible sur toute la période considérée pour la RDC. Alors que la Zambie a amélioré sa situation sur toute la période (2007-2017) se situant au-dessus du seuil limite. Ainsi, ces deux pays se situent dans deux zones distinctes de classement à savoir, la Zambie dans les pays à IDH moyen et la RDC dans les Nations à IDH faible. Pour le PNUD (2017) la croissance économique de la RDC n'a pas permis au pays de dépasser le niveau faible de l'IDH, ni encore moins les progrès moyens des pays de l'Afrique subsaharienne.

Tableau 1. Evolution de l'IDH

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
IDH faible	0,442	0,448	0,455	0,461	0,464	0,466	0,469	0,467	0,467	0,468	0,504
RDC	0,379	0,390	0,397	0,407	0,415	0,420	0,426	0,436	0,444	0,452	0,457
Zambie	0,503	0,517	0,533	0,544	0,556	0,569	0,574	0,580	0,583	0,586	0,588

Source : Auteurs, données du PNUD (2015-2018)

Tableau 2. IDH et ses composantes (2015) de la Zambie et la RDC

Pays	Espérance de vie à la naissance	Durée (ans) moyenne de scolarisation	RNB \$/an	Rang IDH/188
Zambie	60,1	6,6	3734	139
RDC	58,7	6,0	680	176
Différence RDC-Zambie	1,4 an	7 mois	3054\$/an	37

Source : Auteurs, données de la BM et du PNUD (2016)

Tableau 3. Indicateurs de pauvreté et de distribution du revenu en Zambie et RDC

Pays	Seuil international de pauvreté		Coefficient de Gini	Seuil national de pauvrete		
	Population en dessous du seuil de pauvreté (%)			Population en dessous du seuil de pauvreté (%)		
	Inférieur à 1.90 \$	Inférieur à 3.10 \$	Indice	Rurale	Urbaine	Nationale
RDC.	77,2	90,7	42,1	64,9	61,6	63,6
Zambie	64,4	78,9	55,6	77,9	27,5	60,5

Source : Auteurs, données de la BM (2016)

De résultats obtenus, il ressort que la Zambie présente un IDH élevé soit 0.583 alors que la RDC n'est qu'à 0.444 au cours de l'année 2015. Une nette différenciation est observée à l'analyse du RNB par habitant, la Zambie (3734\$/an) se présente en tête de la RDC avec 680\$/an, soit 5,49 fois supérieur. Ainsi, l'IDH faible de la RDC exprime relativement des conditions moins satisfaisantes du point de vue économique comparativement à la Zambie. Cette dernière devance la RDC de 37 places dans le classement. Néanmoins, le Ministère de la Santé publique note une progression remarquable de l'espérance de vie à la naissance (59 ans), se situant niveau moyen de l'Afrique subsaharienne (58,9) si bien que légèrement inférieur à celui des pays à DH faible dans le monde (59,3) (PNUD, 2017). La durée moyenne de scolarisation dans ces deux pays reste faible (6 ans)

3.1.3. Indicateurs de pauvreté et de distribution du revenu

Les indicateurs de pauvreté et de distribution de revenu de ces deux pays étudiés sont mis en évidence dans le tableau 3 suivant. Il s'agit particulièrement du seuil international de pauvreté (1,90 \$ et 3,10 \$), en milieu rural, urbain et au niveau national ainsi que du coefficient de Gini.

La RDC présente près de 77 % de la population vivant en sous du seuil international de pauvreté (1.90\$ par jour et par personne) alors que la Zambie en présente que 64%. Du point de vue distribution de revenu, le coefficient de Gini renseigne qu'en Zambie, le revenu est distribué inégalement à 55.6% alors qu'en RDC à 42%. Relativement au seuil national de pauvreté, la RDC présente près de 63,6% de la population qui vit en

dessous du seuil de pauvreté, ce dernier étant défini comme une consommation inférieure aux deux-tiers (2/3) de la moyenne. Les taux de pauvreté déterminés sur la base des seuils de pauvreté nationaux sont généralement plus élevés que sur la base du seuil international de 1,90 dollar par jour et ils sont plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines (BM, 2018).

3.2 Amélioration de la situation économique en RDC et Zambie

Dans cette section, une analyse comparative sur les indicateurs macroéconomiques entre la RDC et la Zambie est menée sur l'évolution du PIB, le Revenu net des facteurs, la contribution par secteur à la construction du PIB, les flux des importations et exportations ainsi que la balance commerciale. Des analyses d'écart sont mises en évidence afin d'élucider la différenciation macroéconomique entre ces deux pays.

3.2.1 Evolution du PIB de la RDC et la Zambie

L'évolution de la croissance économique à travers le PIB par habitant et par an en RDC et Zambie est mise en évidence à travers la figure 3 ci-après. Une différence trop remarquable est observée entre la Zambie et la RDC sur toute la période d'étude. Il sied de constater que la Zambie présente une moyenne de 1501,6\$/an, soit 4,12 fois supérieur à la RDC (363,7\$/an) sur dix ans. De 2007 à 2017, ces deux pays (RDC et Zambie) ont augmenté respectivement de 34% et 30% leur PIB par habitant, cependant les écarts restent très considérables. Le PIB par habitant, comme indicateur de croissance économique le plus élevé est obtenu aux USA et est

influencé par l'intensité capitaliste, les écarts de taux de chômage et de durée moyenne du travail (Bergeaud et al, 2014). Comme évoqué, le taux de chômage peut être compris selon le contexte d'analyse, quelle que soit la définition du chômage adoptée, en RDC, les jeunes des tranches d'âge de 15 à 24 et de 25 à 34 ans sont durablement touchés (52,2%) par le chômage (PNUD, 2017). Le revenu moyen mensuel étant de l'ordre de 133,30 \$ en RDC et le secteur informel reste très développé occupant plus de 50% des acteurs considérés comme chômeurs.

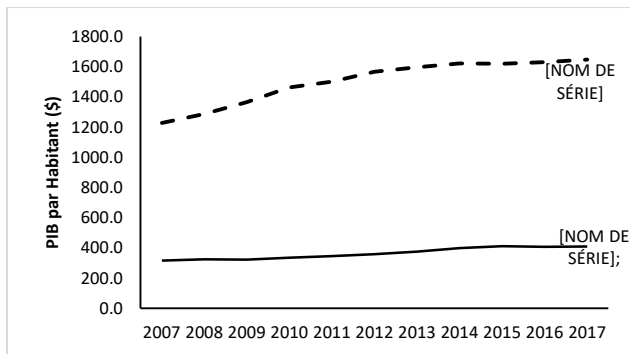


Figure 3. Evolution du PIB par habitant de la Zambie et la RDC

Source : BM et BAD (2018)

Selon Cayambe (2014), les différenciations macroéconomiques entre la RDC et la Zambie seraient expliquées par plusieurs facteurs entre autres : (1) le climat d'affaires dont les risques politiques et juridiques étant plus défavorables en RDC qu'en Zambie, (2) la densité et la qualité des infrastructures de transport en Zambie y rendent la production minière plus compétitive qu'en RDC, (3) la capacité de production électrique étant bien supérieure à celle de la RDC, (4) l'enseignement technique et la formation professionnelle étant de très faible niveau en RDC qu'en Zambie et (5) l'environnement (économique, social, énergétique, de transport) permet de capitaliser les acquis de la croissance économique en Zambie qu'en RDC. Pour ce même auteur, néanmoins, « la RDC présente les indicateurs macroéconomiques similaires à ceux de la Zambie pour un territoire trois fois plus grand et une population cinq fois plus nombreuse ». A ce point, l'avis serait différent d'autant plus qu'aux mêmes niveaux de capacités que la RDC, la Zambie présenterait une situation socio-économique bien meilleure que la RDC.

3.2.2. Croissance économique et Revenu net de facteurs (Rnet)

L'évolution du taux de croissance est observée à travers la figure 4. En moyenne, la RDC présente un taux de croissance du PIB de 6,1% alors que la Zambie vient légèrement en tête avec 6,3%. De fortes fluctuations sont observées dans ces deux pays. En RDC, l'effet levier a été

observé en 2010 après la crise financière et pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs dont l'allègement de la dette ayant contribué à la reprise de la croissance économique. Selon, Tréfon (2012), la paix, la réunification du pays, les réformes du gouvernement et la volonté de certains Congolais à travers la mise œuvre des réformes, le renouvellement de l'intérêt du potentiel économique par les investisseurs étrangers, restent par ailleurs de facteurs clés ayant stimulé la croissance économique. Cependant, une tendance à la baisse est observée dans ce deux pays à travers la période d'étude considérée. Quant au Rnet, il a été constaté qu'il y a moins de fuites de capitaux en Zambie qu'en RDC. Ceci étant donné que les Zambiens et firmes Zambiennes sans tenir compte des limites frontalières produisent moins que ce qui est produit à l'intérieur des frontières. Par contre, une fuite des capitaux a été observée en RDC de près de 932 \$/an par habitant (2012). Cette situation montre que les nationaux (congolais) et firmes Congolaises sans tenir compte des limites nationales, produisent nettement plus que ce qui est produit à l'intérieur des frontières congolaises.

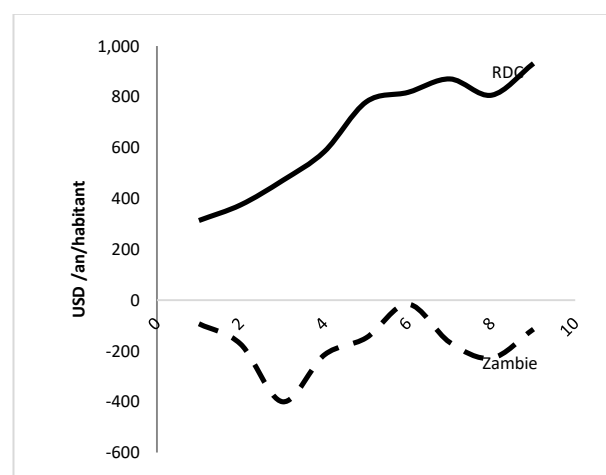
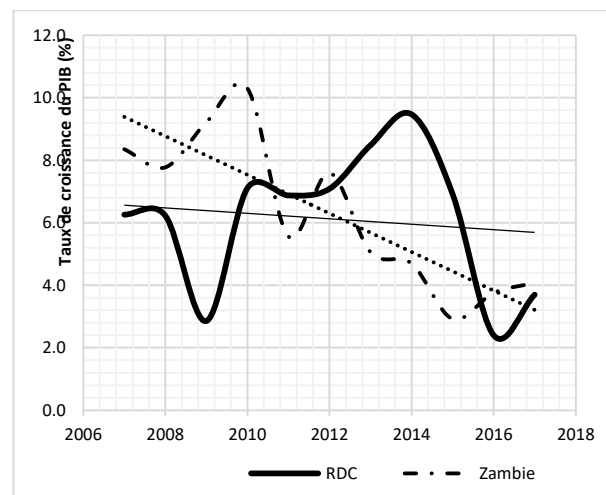


Figure 4. Evolution du taux de croissance du PIB et du Rnet de 2007 à 2017

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

Un autre facteur non souvent évoqué qui ralentisse la croissance économique de la RDC est la fuite légale des capitaux comme affirment Radley et Sondji (2017), induisant le frein à l'industrialisation en RDC. En effet, pour ces autres, en se fondant sur les données du Fond Monétaire International (FMI), les profits rapatriés de la RDC seraient trois fois supérieurs que les entrées des investissements directs étrangers (IDE), soit deux milliards de dollars américains (\$) d'entrées contre sept milliards de profits rapatriés. Selon Stiglitz et al (2017), cette situation s'accompagne d'une nouvelle accumulation des dettes extérieures fragilisant ainsi l'industrialisation de beaucoup des pays Africains. Pour ces auteurs, outre les politiques d'ajustement structurel,

ce phénomène conduit à la désindustrialisation des pays Africains à l'instar du Nigéria et de la Zambie avant le développement du secteur manufacturier.

3.2.3 Contribution par secteur à la construction du PIB

Le secteur secondaire (industriel) représente une part importante dans la construction du PIB en RDC, avec 38,6% en moyenne sur la période d'étude alors que le secteur tertiaire de la Zambie intervient avec près de 52,2%. Dans tous les deux pays, le secteur primaire ne contribue que faiblement à la construction du PIB avec 20,5% en RDC contre 8,8% en Zambie (Tableau 4).

Tableau 4. Contribution par secteur à la construction du PIB

Pays	Secteur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne
Zambie	Industrie	31,9	31,0	30,2	32,2	34,4	32,0	32,6	32,9	33,7	34,9	35,7	32,9
	Agriculture	12,1	11,5	11,6	9,4	9,6	9,3	8,2	6,8	5,0	6,2	7,2	8,8
	Service	47,5	49,0	51,6	52,8	50,4	53,2	53,1	53,5	56,2	54,2	52,7	52,2
RDC	Industrie	30,2	33,2	33,0	38,7	40,9	40,3	41,3	43,0	41,7	41,2	41,6	38,6
	Agriculture	21,6	22,6	23,7	21,4	20,9	20,4	19,3	18,6	18,4	18,6	19,9	20,5
	Service	43,6	38,7	38,4	35,4	33,1	33,2	32,3	31,7	33,1	33,8	34,1	35,2

Source : Elaboré à partir des données de la BM (2018)

3.2.4. Part des exportations des biens et services dans le PIB

La figure 5 fournit l'évolution de la part des exportations dans le PIB dans les deux pays étudiés. La RDC présente des parts des exportations dans le PIB qui fluctuent fortement d'une année à l'autre. En 2008, la RDC a connu une chute marquée par la crise mondiale et sa part des exportations dans le PIB a diminué de près de 12,2% en 2009. La Zambie quant à elle, présente la part moyenne des exportations dans le PIB de 36% contre 34,6% en RDC.

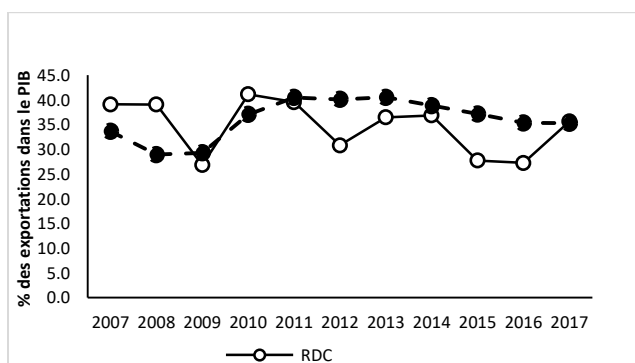


Figure 5. Part (%) des exportations dans le PIB

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

Selon Belligoli (2011), les exportations Zambiennes sont constituées à 90 % de produits miniers bruts ou semi-finis (notamment le cuivre et le cobalt), de coton, de tabac, de bois. Il s'agit donc de matières premières à faible ou inexistante valeur ajoutée avec des effets d'entraînement plutôt limités sur le reste de l'économie. Cette situation est identique à la RDC qui n'exporte que principalement

les minerais bruts. Ainsi donc, ceux deux restent vulnérables aux fortes fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

3.2.5 Part des importations des biens et services dans le PIB

La figure 6 montre l'évolution de la part des importations dans le PIB pour les différents pays étudiés. Le degré d'importation fournit le niveau de dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Les pays y recourent afin de couvrir les déficits en biens et services en fonction de la demande intérieure. Il découle que la RDC reste un pays importateur des biens et services dont les parts dans le PIB sont restées plus élevées comparativement à la Zambie jusqu'en 2012. Dès 2013 ces deux pays présentent une situation presque similaire avec des importations oscillant autour de 37% du PIB. La part moyenne des importations dans le PIB sur la période d'étude étant de 40,1 % pour la RDC contre 36,2% pour la Zambie.

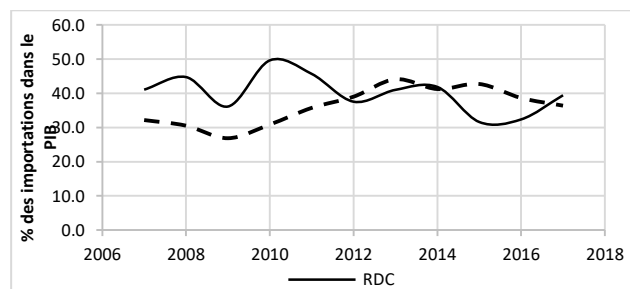


Figure 6. Part (%) des importations dans le PIB

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

3.2.6 Analyse comparative de la balance commerciale

La RDC et la Zambie développent le commerce international avec plusieurs partenaires à travers les accords bilatéraux et multilatéraux. Pour la Zambie, elle importe de l'Afrique du Sud, de la RDC, de la Chine, du Koweït, de l'Allemagne, de l'Inde, du Japon, du Royaume-Uni, du Kenya. Et, elle exporte ses biens et services vers la Chine, la Swaziland, la RDC, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, les Emirats Arabes, l'Inde, le Malawi et la Namibie. La RDC importe ses biens et services de la Zambie, de l'Afrique du Sud, de la Namibie, du Zimbabwe. Et, elle exporte vers la Chine, la Zambie, l'Arabie Saoudite, Corée du Nord, Finlande, l'Italie, l'Allemagne. La figure 7 montre la différenciation macroéconomique de l'évolution de la balance commerciale entre ces deux pays de 2007 à 2016. De l'analyse des données, la RDC présente une balance négative sur toute la période étudiée avec des pertes de devises énormes allant de près de 335 millions de dollars (2007) à 2,5 milliards de dollars (2016) par an alors que la Zambie gagnerait sur la même période près de 3,6 à 6,5 milliards de devises par an respectivement en 2007 et 2016.

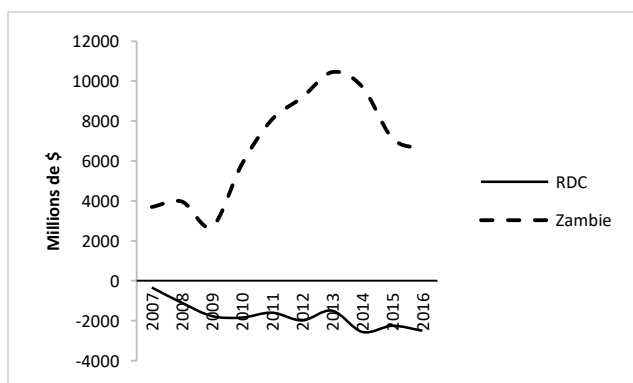


Figure 7. Evolution de la balance commerciale de la Zambie et la RDC

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

Les importations massives de la RDC entraînent des fortes pertes de devises tels que constatés par plusieurs auteurs. En effet, les échanges nets des denrées alimentaires (exportations – importations) sont estimés par la FAO à – 5% du PIB total (Lebailly, 2010). Ces pertes de devises se situaient à près d'un milliard de dollars soit 15% de la valeur des importations totales du pays par an pour les importations alimentaires. Cette hausse des importations de produits a comme conséquence d'évincer les produits et les fournisseurs de biens et services locaux et conduirait à accroître la vulnérabilité des industries des pays importateurs (Programme de Développement du Commerce, 2010). Cette situation étant encore très accentuée quand les importations proviennent des pays fortement industrialisés suite aux écarts de technologie.

3.3. Intégration régionale, développement des marchés régionaux et croissance économique

En matière de régionalisation, la RDC fait face à un problème commun à beaucoup de pays africains par le fait qu'elle appartient à plusieurs regroupements régionaux. Ainsi, ses stratégies développées seraient fortement différenciées selon les spécificités de la région d'intervention, parfois allant jusqu'à des faits contradictoires. En effet, la RDC est à la fois membre de la CEEAC, la SADC, du COMESA et de la GEPGL et est appelée en même temps à développer des stratégies compatibles à la nature de chaque regroupement. Les choix stratégiques que doit faire la RDC auront des implications différentes en termes d'intégration régionale et de recettes tarifaires. Les considérations strictement fiscales et commerciales ne sont pas les seules finalités, la coopération régionale pouvant prendre des formes multiples et des conséquences économiques avérées dans le processus de développement des Nations. Par rapport aux pays étudiés, la RDC et la Zambie appartiennent à au moins 2 regroupement régionaux le SADC et le COMESA. La RDC est membre au sein de quatre regroupements régionaux (CEEAC, SADC, CEPGL et COMESA) alors que la Zambie est membre de la SADC et du COMESA. Selon Ntumba (2008), l'intégration régionale aux différents groupements régionaux des pays africains permet politiquement, la socialisation des pays africains, leur stabilité et leur pacification régionale et sous régionale. En effet, des politiques de stabilisation et de développement durable sont préconisées et développées dans les regroupements régionaux afin de préserver la paix. En outre, l'intégration permet la coopération entre pays c'est-à-dire la création d'un espace économique, une zone de libre-échange, une union douanière et un marché commun ou une intégration économique totale (Union Africaine) pouvant stimuler la croissance économique jusqu'à 2,5% sous hypothèse des réformes commerciales selon BM (2010). Les gains du régionalisme est diversifié, soit de nature diverse (1) commerciale : suite à la concurrence accrue de la zone, les producteurs qui s'adaptent peuvent élargir leur spectre commercial ainsi obtenir des marchés plus larges avec comme conséquence la disparition des producteurs les moins efficaces, ces gains sont importants lorsque les partenaires de l'intégration sont des partenaires naturels, c'est-à-dire lorsque les importations de l'un sont complémentaires aux exportations de l'autre, (2) technologique : à travers le développement des marchés régionaux, les pays accèdent à une gamme plus large des facteurs de production plus performant permettant de stimuler la croissance endogène et ceci, peut conduire à la spécialisation dans la complémentarité dans le développement des chaînes de valeurs à travers des échanges interbranches. Dans cette optique les Nations devront intégrer dans leur démarche l'analyse des chaînes de valeur régional (De Backer et al, 2018), et (3) Sociale et culturelle : ce régionalisme permet également

le rapprochement entre le peuple aux frontières à travers le développement des marchés transfrontaliers comme c'est le cas entre la RDC et la Zambie. Ce rapprochement ayant à la fois des externalités positives et négatives dans ce sens qu'il permet d'une part le rapprochement culturel, la contribution à la disponibilité alimentaire et d'autre part, il est la source de l'aliénation de peuple entrant dans un cercle vicieux de dépendance alimentaire. Cette situation reflète le cas de la RDC étant fortement dépendante de la Zambie dans les produits de première nécessité tels que le maïs, le riz, le haricot ou les produits manufacturés. Pour Temple et al (2006) et Nkendah et al (2011) ces types d'échanges se

développent généralement dans un cadre informel en raison de la proximité socio-culturelle des acteurs entre les pays.

3.3.1. Marchés transfrontaliers entre la Zambie et la RDC

Les marchés transfrontaliers sont ceux situés tout au long des frontières entre les pays échangeant leurs produits (biens et services). Le tableau 5 ci-après, met en évidence les différents marchés transfrontaliers de la RDC à travers ses limites Sud –Est afin de percevoir les portes d'échange avec la Zambie.

Tableau 5. Les marchés transfrontaliers développés entre la Zambie et RDC

Regroupement	Pays limitrophes	Capitale	Sup (Km ²)	Distance de la frontière	Porte d'entrée (Province)	Marchés transfrontaliers
CEEAC	RDC	Kinshasa	2345 409	-	-	-
	Angola	Luanda	1246700	2469Km	Lualaba	Dilolo
COMESA	Angola	-	-	-	Lualaba	Dilolo
	Zambie,	Lusaka	752 614	2140Km	Haut Katanga	Kasumbalesa
SADC	Angola	-	-	-	Lualaba	Dilolo
	Zambie	-	-	-	Haut Katanga	Kipushi et Kasenga

Source : Auteur (2018)

Les marchés transfrontaliers principaux que développe la RDC avec la Zambie dans sa partie Sud sont Kipushi, Kasenga, et Kasumbalesa. Ces points d'échanges sont également des portes d'entrées pour les biens et services en provenance des autres pays de l'Afrique Australe comme, la Namibie, le Zimbabwe, le Botswana, le Malawi, la Mozambique et l'Afrique du Sud. En outre, il sied de signaler que d'autres voies secondaires sont à considérer dans le développement des marchés transfrontaliers dans le Sud de la RDC. Il s'agit de Mokambo et Pweto à la frontière avec la Zambie. Ces différents marchés transfrontaliers sont des portes d'entrée des biens et services qui ravitaillent plusieurs provinces de la RDC entre autres le grand Katanga (Haut Katanga, Haut Lomami, Tanganyika et Lualaba) et le grand Kasai (Lulua, Lomami, Kasai oriental, Kasai, Sankuru).

3.3.2. Flux des importations et exportations sur les marchés régionaux

A travers les regroupements régionaux, les échanges des biens et services se développent. A partir de 2007 pris comme année de base, les flux des importations et des exportations de la RDC et la Zambie oscillent près qu'à la même intensité.

L'intégration régionale implique l'ouverture au commerce international selon les regroupements régionaux. Dans les efforts de développement des marchés régionaux, la RDC et la Zambie interviennent respectivement avec une moyenne de 49,3% et 59,3% des importations et 20,7% et 23,8% des exportations dans la région d'Afrique Australe sur les flux totaux de

marchandises. Cette situation montre que dans la sous-région, ces deux pays importent près de 50% dans la sous-région et que près de 80% de leurs exportations sont destinées en dehors de la région.

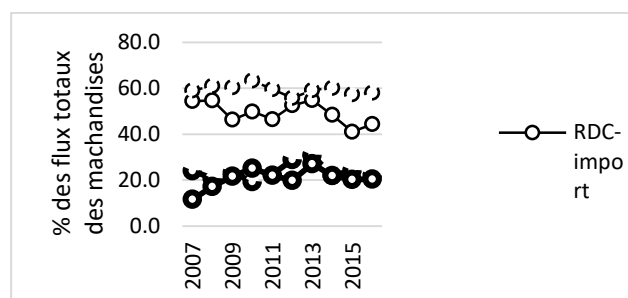


Figure 8. Part (%) des importations et exportations de marchandises de la RDC et Zambie situées dans la région (par rapport aux flux des importations exportations totales de marchandises)

Source : Auteurs, données de la BM (2018)

Conclusion et recommandations

Ce présent article avait pour but de mettre en évidence le contexte économique dans lequel s'effectuent les échanges transfrontaliers entre la RDC et la Zambie par l'analyse de facteurs de différenciations macroéconomiques entre ces deux pays. De ce fait, des données secondaires ont été collectées au travers cinq institutions internationales sur une période de dix ans (2007 – 2017). Les résultats montrent que les différences macroéconomiques sont très remarquables entre la RDC

et la Zambie. De l'amélioration des conditions sociales, la RDC appartient au groupe des pays à IDH faible alors que la Zambie se situe dans le groupe moyen sur toute la période considérée. De l'analyse des composantes de l'IDH, la Zambie présente un revenu national brut (RNB) par habitant et par an de 5,49 fois supérieur à la RDC, avec près de 77 % de la population vivant en sous du seuil international de pauvreté (1.90\$ par jour et par personne) contre 64% en Zambie. Cependant, du point de vue de distribution de revenu, le coefficient de Gini renseigne qu'en Zambie, le revenu est distribué inégalement à 55,6% alors qu'en RDC à 42%, avec une croissance démographique de près de 5 fois supérieure à la Zambie. Cette réalité montre que la RDC se présenterait comme un grand marché potentiel dans l'espace d'échange entre ces deux pays avec en perspective près de 128.76 millions d'habitants en 2040 (25 ans après) soit 1,76 fois supérieure avec un taux de croissance démographique annuelle de 2,09 alors que la Zambie présenterait près de 33,33 millions d'habitants. Quant au revenu net des facteurs de la Zambie, il est inférieur à celui de la RDC sur toute la période d'étude considérée. Cette situation implique qu'il y a moins de fuite de capitaux en Zambie étant donné que les nationaux Zambiens et firmes Zambiennes, sans tenir compte des limites frontalières, produisent moins que ce qui est produit à l'intérieur des frontières. Par contre, une fuite des capitaux est constatée pour la RDC allant de 313 \$/habitant/an (2004) à 932 \$/habitant/an (2012). Cette situation montre que les nationaux (Congolais) sans tenir compte des limites nationales, produisent nettement plus que ce qui est produit à l'intérieur des frontières congolaises. Du point de vue contribution des secteurs, la Zambie présente un secteur industriel performant contribuant à 32,9 % à la constitution de son PIB alors que la RDC est à 38,6%. Dans les deux pays, le secteur agricole ne contribue que faiblement à la construction du PIB avec 20,5% en RDC et 8,8% en Zambie. En outre, la RDC présente des flux d'exportations moyens de 44,9% de son PIB (2004-2012) alors que la Zambie se situe à 37,2%, pour un taux de croissance économique moyen de 1,5 fois supérieur à la RDC sur la même période. S'agissant des importations, la RDC reste un pays importateur des biens et services dont les parts dans le PIB (52,2%) sont plus élevés comparativement à la Zambie (35%) sur la période de 2004-2012. Ces résultats permettent de percevoir les différenciations macroéconomiques entre la RDC et la Zambie et de comprendre que de la dépendance alimentaire de la RDC dans sa partie du Sud vis-à-vis de la Zambie proviendrait en partie de cette différenciation macroéconomique. Ainsi donc, la performance macroéconomique de la RDC doit être considérée comme préalable dans le développement des marchés régionaux.

Références bibliographiques

- [1]. Belligoli, S. (2011). « L'arrivée en Zambie : investissement et développement », *Outre- Terre* 2011/4 (n° 30), p. 241-255.
- [2]. Bergeaud, A, Cette, G et Lecat, R. (2014). Le produit intérieur brut par habitant sur longue période en France et dans les pays avancés : le rôle de la productivité et de l'emploi, *Economie et Statistique*, N°474, 5-34p.
- [3]. BM. (2010). *Etude diagnostique sur l'intégration du commerce*, programme cadre intégré renforcé, Document du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, Kinshasa, juillet, Département en charge de la Réduction de la Pauvreté et de Gestion Economique, Région Afrique, 217p.
- [4]. BM. (2018). Atlas des Objectifs de développement durable Des Indicateurs du développement dans le monde. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, 90p.
- [5]. Bourgeois, L. (2007). « Soixante ans de politique agricole en France. Un volontarisme politique dans un contexte favorable », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 29 septembre 2016. URL : <http://economierurale.revues.org/2120> ; DOI : 10.4000/economierurale. 2120
- [6]. Cayambe. (2014). Etude comparative sur l'attractivité du secteur minier pour les investisseurs en RDC et en Zambie, *Providing sustainability*, République Démocratique du Congo, 21p.
- [7]. De Backer, De Lombaerde P, Iapadre, L et Rossi-Doria, M. (2018). Analyzing Global and Regional Value Chains, *International Economics* 153, p 3–10.
- [8]. Djamel. (2012). L'impact de l'ouverture sur la croissance économique de l'Algérie, mémoire de magistère en économie, option économie du développement, Université d'ORAN Es-Sénia, 184p.
- [9]. Fontané, L. (2007). La nouvelle division internationale du travail, disponible sur : <http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-nouvelle-division-internationale-du-travail-25433>
- [10]. Lebailly, P. (2010) Cinquante années de dépendance alimentaire en RDC : situation et perspectives. In : *Contribution de la formation et de la recherche agronomiques au développement durable du Congo*, communication, 19 octobre, Unité d'économie et développement rural, Gembloux, Belgique, 6p. <http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/74168>
- [11]. Mai, L. (2014) Ménages ruraux et lutte contre la pauvreté : *Cas des communes de Tu Ly et de Xuan Phong dans la province de HoaBinh_Viet Nam*, Thèse de doctorat en Sciences Agronomiques et ingénierie biologique, Université de Liège –Gembloux Agro-biotech, 196 p.
- [12]. Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-industrie et de la Forêt. (2016). Les politiques agricoles à travers le monde, Quelques exemples, 6p.
- [13]. Nkendah R, Ako E, Tamokwe B, Nzouessin C, Melingui E et Azeufouet, A. (2011). « Cameroun. Le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles », *Économie rurale* [En ligne], 324 | juillet-août 2011, mis en ligne le 30 juillet 2013.
- [14]. Ntumba, B, E. (2008). La RDC et le processus d'intégration des pays des grands lacs comme voie de sortie de la crise économique et sécuritaire régionale, *Ecole Nationale d'Administration, France* (04/04/2015).
- [15]. PNUD. (2016). Rapport sur le développement humain. Le développement humain pour tous, New York, NY 10017, États-Unis, 43p.
- [16]. PNUD. (2017). Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo, Rapport annuel sur le développement humain, 286p.
- [17]. Programme de Développement du Commerce, (2010). Ape : Le modèle de développement inadapté à L'Afrique et les

- solutions alternatives, *Document analytique*, C/TDP/TDP/AG/12, Mars 2010, Genève, Suisse, 22p.
- [18]. Radley, B et Sondji, P. (2017). La fuite légale des capitaux, un frein à l'industrialisation de la RD Congo. *Jeune Afrique*, (2932). <http://hdl.handle.net/1765/98653>
- [19]. SADC, (2011). Consolidated text of the treaty of the Southern African Development Community, 34p. [https://www.sadc.int/documents-publications/sadc-treaty/\(10/10/2018\)](https://www.sadc.int/documents-publications/sadc-treaty/(10/10/2018)).
- [20]. Stiglitz J, Yifu J, Monga C, Zha C, Kunbur R, Zhong X, Lee K, Page J, Oqubay A, Bhord H, Rooney C, Sheenkmp F, Abebe S, Boly A, Kéré, E. (2017). Industrialiser l'Afrique. *Stratégies, Politiques, institutions et financements*, Banque Africaine de Développement, 232p.
- [21]. Temple, L., Medjou S., Ayiwou E., Azeufouet A., Parrot, L. (2006) *Quantification des flux transfrontaliers, étude des flux transfrontaliers des produits agricoles et horticoles sur les frontières sud du Cameroun*. Yaoundé, CIRAD-SCAC, Rapport final, 85 p
- [22]. Tréfon, T. (2012). Évaluation de l'allègement de la dette en République démocratique du Congo, 2003-2010. Table Rase - et Après ? Rapport, 224p.
- Sites de collecte de données secondaires pour l'analyse de la différenciation macroéconomique entre la Zambie et la RDC :*
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : <http://www.un.org/fr/databases/index.html> ; <http://hdr.undp.org/fr/data>; http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2018_technical_note_s.pdf
- Banque Africaine de Développement (BAD) : <https://www.afdb.org/fr/>
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2018) : <http://www.fao.org/faostat/fr/#home>; <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/OA>
- Banque Mondiale (BM) (2018) : <https://data.worldbank.org/>; <https://donnees.banquemondiale.org/pays/zambie?view=chart> <https://donnees.banquemondiale.org/pays/coree-republique-democratique-de?view=chart>
- Organisation de coopération et de Développement Economique (OCDE)
- SADC : <https://www.sadc.int/member-states/dr-congo/>; <https://www.sadc.int/member-states/zambia/>